

Maisons-Alfort, le 22 avril 2013

AVIS

**de l'Agence nationale de sécurité sanitaire
de l'alimentation, de l'environnement et du travail
relatif à la demande d'autorisation de mise sur le marché
du produit biocide PREVEXOR DIF CEREAL de la société LODI S.A.S,
selon la procédure de duplication d'AMM pour un usage par les professionnels**

L'Anses a accusé réception d'un dossier déposé par la société LODI S.A.S, concernant une demande d'autorisation de mise sur le marché selon la procédure de duplication d'AMM, du produit biocide PREVEXOR DIF CEREAL (PB-12-00179). Le produit est formulé à base de difénacoum, destiné à la lutte contre les rats et les souris (type de produit 14) pour un usage par les professionnels. Le difénacoum est une substance active inscrite¹ à l'annexe I de la directive 98/8/CE².

Considérant que ce produit biocide PREVEXOR DIF CEREAL est déclaré identique au produit de référence RUBIS GRAIN, qui porte le numéro d'enregistrement PB-11-00116 ;

Considérant que la composition intégrale déclarée pour le produit biocide PREVEXOR DIF CEREAL est bien strictement identique à celle déclarée pour RUBIS GRAIN ;

Considérant l'avis favorable de l'Anses relatif à la demande de reconnaissance mutuelle pour le produit de référence RUBIS GRAIN (PB-11-00116) ;

L'Anses émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation de mise sur le marché du produit PREVEXOR DIF CEREAL pour un usage par les professionnels dans les conditions, notamment d'étiquetage et d'emploi, strictement identiques à celles prévues pour le produit de référence RUBIS GRAIN.

Marc Mortureux

Mots-clés : BNAM, PREVEXOR DIF CEREAL, RUBIS GRAIN, difénacoum, TP14

¹ Directive 2008/81/CE de la Commission du 29 juillet 2008 modifiant la directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil aux fins de l'inscription du difénacoum en tant que substance active à l'annexe I de ladite directive

² Directive 98/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 concernant la mise sur le marché des produits biocides, transposée par l'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001